



MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Code de la Commande Publique

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique
Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique
Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du Code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

REGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET DU MARCHE

**RÉALISATION D'UNE ÉVALUATION DES RISQUES
PSYCHOSOCIAUX À PARTIR DU DIAGNOSTIC DE 2017 ET DU PLAN
D'ACTIONS DE PRÉVENTION DE 2019**

Marché n° 2023M007

**Date et heures limites de remise des plis :
le jeudi 13 juillet 2023 à 16h00**

Pouvoir adjudicateur : Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS)

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de la consultation

La consultation a pour objet la réalisation d'une évaluation des risques psychosociaux à partir du diagnostic de 2017 et du plan d'actions de prévention de 2019.

1.2. Décomposition de la consultation

La consultation n'est pas allotie ; son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.3. Nature et étendue de la consultation

Le présent marché comprend des prestations traitées à prix forfaitaires et des prestations complémentaires susceptibles d'être prescrites par bons de commande.

Pour les prestations complémentaires, le marché est conclu sur le fondement des articles L 2125-1, R 2162-1 et suivants et R 2162-13 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 MODALITES DE LA CONSULTATION

La procédure de consultation est la procédure adaptée prévue aux articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-8 du Code de la commande publique.

Le dossier de consultation est composé du présent règlement de consultation, de l'acte d'engagement et de ses annexes (répartition des prestations par nature et par paiements du groupement, décomposition du prix global et forfaitaire, bordereau des prix unitaires et mémoire technique, du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de ses annexes.

Cette consultation fait l'objet d'un appel public à la concurrence publiée sur le site www.sdmis.fr, au BOAMP.

Chaque candidat doit obligatoirement présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

Les candidats seront informés par lettre recommandée électronique (LRE) des suites données à la consultation.

ARTICLE 3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Modalités de communications et d'échanges d'informations

Le marché est passé en application des articles L 2132-2 et R 2132-1 à R 2132-14 du Code de la commande publique, relatifs à la dématérialisation des communications et échanges d'informations.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la présente procédure de consultation est entièrement dématérialisée conformément aux dispositions du Code précité.

Les soumissionnaires devront télécharger le dossier de consultation dans son intégralité, et répondre via le profil acheteur du SDMIS. Afin de faciliter cette démarche, les soumissionnaires pourront toujours faire appel au service d'un mandataire qui assurera le dépôt des offres dématérialisées.

Pour pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- .zip
- .pdf
- .doc
- .xls
- .jpeg
- .dwg

Hotline soumissionnaires : **04 92 90 93 27** ou marchespublics@sdmis.fr

3.2. Modalités de retrait des dossiers sur la plate-forme de dématérialisation

Il est rappelé que le retrait de dossiers de consultation des entreprises de manière anonyme sur la plateforme de dématérialisation www.marches-securises.fr est fortement déconseillé.

Tout candidat qui retirerait un dossier de cette manière, ne pourrait pas être destinataire des modifications éventuelles au dossier de consultation en cours de procédure, et s'exposerait donc à voir son offre déclarée non conforme au dossier de consultation modifié.

3.3. Modifications du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le SDMIS se réserve le droit d'apporter au dossier de consultation des modifications, jusqu'au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de remise des offres.

Dans le cas où des modifications seraient apportées après ce délai, une nouvelle date de remise des offres sera accordée aux candidats de manière à respecter *a minima* cette période de 10 jours.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

3.4. Renseignements complémentaires sur le dossier de consultation des entreprises (DCE)

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres **soit le 5 juillet 2023**, une demande formulée par écrit **sur le profil acheteur** www.marches-securises.fr.

ARTICLE 4 CONTENU DES PROPOSITIONS

4.1. Forme juridique des groupements (cotraitance) (article R 2142-19 à R 2142-27 du Code de la Commande Publique)

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupements d'entreprises.

Des sociétés sont considérées comme groupées si elles ont souscrit un acte d'engagement unique. Ces groupements momentanés de sociétés sont admis et pourront prendre la forme de groupements d'entreprises solidaires ou conjoints.

4.1.1. Groupements solidaires

Les sociétés groupées sont solidaires lorsque chacune d'entre elles est engagée pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. L'une d'entre elles, désignée dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des sociétés solidaires vis-à-vis du maître de l'ouvrage pour l'exécution du marché.

Dans le cas de sociétés groupées solidaires, si le marché ne désigne pas la société mandataire, celle qui est énumérée la première dans l'acte d'engagement est la mandataire des autres.

4.1.2. Groupements conjoints

Les sociétés groupées sont conjointes lorsque chacune d'entre elles est engagée pour la part des prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le cadre du marché.

L'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas de sociétés groupées conjointes, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

4.2. Avance

Une avance peut être accordée dans les conditions prévues aux articles L 2191-2 et R 2191-1 à R 2191-19 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas, le titulaire peut refuser le versement de l'avance (cf. article 7 de l'acte d'engagement).

4.3. Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement administratif.

Les références du ou des comptes bancaires où les paiements seront effectués, doivent être données à l'acte d'engagement. Dans le cas de sociétés groupées solidaires, les virements seront effectués sur un compte unique ouvert au nom du groupement.

4.4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 5 DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 6 PRESENTATION DES PLIS SOUS FORME DEMATERIALISEE

Les candidatures et les offres ainsi que tous les documents relatifs à la présente consultation seront rédigés en français.

La signature électronique n'est pas exigée pour les documents déposés. Il est toutefois précisé que le SDMIS dispose des outils lui permettant de signer électroniquement ses marchés et incite les candidats à utiliser la signature électronique.

Si l'acte d'engagement a été remis non signé électroniquement, les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite et originale de l'acte d'engagement sur support papier. Le SDMIS signe l'acte d'engagement après que l'attributaire l'ait signé.

6.1. Liste des documents à fournir constituant la candidature

Les entreprises auront à produire un dossier complet constitué de la totalité des pièces suivantes :

- Le **DC1** et le **DC2** dans leur version d'avril 2019, ou le Document Unique de Marchés Européen (DUME) annexé au règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission du 05/01/2016 ;

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les imprimés DC1, DC2 sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Le cas échéant le DUME peut être complété sur le site dume.chorus-pro.gouv.fr

Si le candidat décide de présenter sa candidature sous la forme d'un DUME alors ce DUME doit être rédigé en français et transmis conformément aux conditions fixées par le règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission du 05/01/2016 ainsi que par ses annexes.

En cas de candidature émanant de groupement d'entreprises, ces documents seront fournis par chaque membre du groupement (à l'exception du DC1 commun au groupement).

- Les **références datant de moins de trois ans** pour des prestations équivalentes sont demandées (dater les références) ;
- Le **pouvoir** de la personne physique habilitée pour engager le candidat individuel, ou les membres du groupement ;
- **Si le candidat est en redressement judiciaire**, copie du ou des jugements prononcés, justifiant qu'il peut poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

En cas de candidature émanant de groupement d'entreprises, ces documents seront fournis par chaque membre du groupement (à l'exception du DC1 commun au groupement).

- Les candidats établis hors de France pour lesquels les autorités compétentes ne délivrent pas les documents justificatifs mentionnés aux articles R 2143-3 et suivants du Code de la commande publique et n'entrant pas dans le champs d'application des articles L 2141-1 à

L 2141-10 du Code de la commande publique relatifs aux motifs d'exclusions devront fournir une déclaration sous serment ou une déclaration solennelle faite devant une autorité judiciaire ou administrative (R 2143-10 du Code de la commande publique). Ces documents devront être traduits en français en application de l'article R 2143-16 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent en outre produire toutes autres pièces qu'ils estiment de nature à appuyer leur candidature.

6.2. Liste des documents à fournir constituant l'offre

- Un acte d'engagement, établi selon le modèle joint, complété, daté, (et signé électroniquement, le cas échéant : cf. article 6 ci-dessus),
- Les annexes à l'acte d'engagement dûment complétées :
 - Annexe 1 : la répartition des prestations par nature et par paiements du groupement (le cas échéant),
 - Annexe 2 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU),
 - Annexe 3 : le mémoire technique,
- Un relevé d'identité bancaire.

Le CCAP et le CCTP ne seront pas obligatoirement joints à l'offre. En tout état de cause, seul fera foi l'original de ces documents conservés dans les services du SDMIS.

DISPOSITIF DITES LE NOUS UNE FOIS

Conformément à l'article R 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de déposer leurs attestations et autres éléments de candidature dans un coffre-fort électronique à condition de mentionner dans leur candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de celui-ci et que son accès soit gratuit.

En outre, en application de l'article R 2143-14 du Code susvisé, le candidat est dispensé de la production de la présentation de sa société et des pièces administratives de candidature s'il réunit l'ensemble des conditions suivantes :

- le candidat a présenté sa candidature à une consultation publique émise par le SDMIS
- la candidature du candidat lors de cette précédente consultation contient déjà tous les éléments demandés dans la présente consultation,
- aucune modification n'est intervenue dans les pièces précédemment remises.

Dans cette hypothèse, le candidat fait mention, dans une forme libre, des références de la procédure antérieure à laquelle il demande au SDMIS de se référer pour les pièces administratives (par exemple : MARCHÉ N° XXXXXXXX).

En outre, un document unique de marché européen (DUME) électronique, rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L 2141-1 à 2141-10 du Code susvisé
- des documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

EN CAS DE CANDIDATURE INCOMPLÈTE

Conformément à l'article R 2144-2 du Code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur constatant que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, peut décider de demander à tous les candidats concernés, de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

ARTICLE 7 CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

Les candidatures et les offres doivent obligatoirement être envoyées par voie électronique via le profil acheteur <https://www.marches-securises.fr>.

7.1. Dépôt des plis sur le profil acheteur

La procédure de dépôt de pli est détaillée sur la plate-forme de dématérialisation accessible depuis le site internet du SDMIS. Schématiquement, le soumissionnaire :

1. Insère les pièces constitutives de sa candidature et de son offre dans les dossiers prévus à cet effet
2. Envoie son pli une fois celui-ci complet.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernières minutes » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme.

Des consultations de tests sont accessibles depuis l'espace privatif de chaque entreprise sur la plate-forme.

7.2. Envoi de la copie de sauvegarde

Il est rappelé que les soumissionnaires peuvent adresser, parallèlement à leur offre électronique une copie de sauvegarde. Cette copie de sauvegarde peut être remise, le cas échéant, au format « papier » ou format « physique électronique (clé USB ou CD ROM) », exclusivement dans un pli cacheté portant de manière facilement lisible la mention : « *Objet de la consultation – copie de sauvegarde* »

La copie de sauvegarde ne sera ouverte qu'en cas de version électronique inutilisable. En cas contraire, elle sera détruite.

Si le soumissionnaire décide d'envoyer une copie de sauvegarde, celle-ci doit être envoyée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité, à l'adresse suivante :

SDMIS
Groupement des marchés et assurances
Bureau des marchés publics (niveau 3)
17 rue Rabelais
69421 LYON Cedex 03

Ou remise contre récépissé, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00, les jours ouvrés, à l'adresse indiquée ci-dessus.

NB : l'accès aux locaux du SDMIS n'est pas libre. Les sociétés soumissionnaires souhaitant déposer leur copie de sauvegarde contre récépissé, devront sonner sur le bouton « accueil » afin que l'agent standardiste leur ouvre la porte d'entrée des locaux du SDMIS.

Les copies de sauvegarde doivent parvenir au SDMIS avant la date et l'heure limites visées à l'article 7.3 du présent document, faute de quoi, les plis ne seront pas ouverts et seront renvoyés à leurs auteurs.

7.3. Date et heure limites de remise des plis

Jeudi 13 juillet 2023 à 16h00

ARTICLE 8 CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES

Les critères d'analyse des offres, tels que prévus aux articles R 2152-6 et suivants du Code de la commande publique, sont les suivants :

Valeur technique : 60 %, appréciée au vu des éléments indiqués par le candidat dans le mémoire technique

La valeur technique est décomposée en sous-critères suivants :

Méthodologie d'intervention : 40 points	
Découpage et exposé des modalités de mise en œuvre des étapes	5 points
Projet de découpage en unités de travail homogènes	10 points
Projets de questionnaires individuel, collectif par unité de travail	15 points
Descriptif des avantages et inconvénients de la méthode et des questionnaires	5 points
Calendrier prévisionnel de déploiement de la démarche d'évaluation jusqu'à son aboutissement (réalisation et formalisation du Document Unique)	5 points
Profil du ou des intervenants : formation, expériences et qualifications (cf. article 5 du CCTP) : 20 points	
Expériences et qualifications du ou des intervenants	15 points
Formation du ou des intervenants	5 points

Prix : 30 %, apprécié en fonction du montant global et forfaitaire figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 2 de l'acte d'engagement), selon la formule suivante :

$$Note\ obtenue = Note\ maximale \times Montant\ de\ l'offre\ la\ moins\ chère / Montant\ de\ l'offre\ à\ noter$$

Valeur environnementale et sociale : 10 %, appréciée au vu des éléments indiqués par le candidat dans le mémoire technique (annexe 3 de l'acte d'engagement)

ARTICLE 9 NEGOCIATION

À l'issue de l'analyse des offres reçues, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier, avec les offres des trois candidats les mieux classées, en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres irrégulières ou inacceptables, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, peuvent être négociées dans la mesure où elles sont acceptables et régularisables. A l'issue de la négociation, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Les offres inappropriées ne sont en aucun cas négociées.

Si le nombre d'offres régulières et acceptables est inférieur à 3 ou en l'absence d'offre régulière et acceptable, la négociation sera menée avec tous les candidats, quel que soit leur nombre, ayant remis une candidature recevable et une offre, à l'exception des candidats ayant présenté une offre inappropriée ou hors délai.

Les négociations pourront porter sur le prix, la valeur technique, la valeur environnementale et sociale, sans que les modifications apportées ne portent atteinte aux caractéristiques essentielles du marché.

Une invitation à négocier sera envoyée aux candidats. Les négociations pourront prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens. À la fin de ces dernières, les candidats soumettront, s'ils le souhaitent, une offre après négociation ou maintiendront leur offre initiale. La date de remise des offres après négociation sera identique pour tous les candidats.

ARTICLE 10 CLASSEMENT DES OFFRES ET TRAITEMENT DES OFFRES IRRÉGULIÈRES, INACCEPTABLES, INAPPROPRIÉES

Après pondération des critères, les offres seront classées dans un ordre décroissant. L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue.

Conformément à l'article R 2152-1 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'autoriser la régularisation des offres irrégulières dans un délai de 7 jours à compter de sa demande sous réserve que lesdites offres ne soient pas anormalement basses (article R 2152-2 du Code de la commande publique).

Le pouvoir adjudicateur pourra déclarer la procédure infructueuse s'il n'a pas reçu d'offres qui lui paraissent acceptables.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de ne pas donner suite à la présente consultation dans les conditions prévues aux articles R 2185-1 et -2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 11 VOIES DE RECOURS

Organe chargé des procédures de recours et pouvant délivrer des renseignements à cet effet :

Tribunal Administratif de Lyon

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin

69433 Lyon Cedex 03

Téléphone : 04 78 14 10 10

Télécopie : 04 78 14 10 65

Courriel : greffe.ta-lyon@jugadm.fr